



CONCERTATION REGIONALE SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Dakar/Sénégal, du 12 au 14 MARS 2013

Avis conjoint sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

«Confirmation de bonnes récoltes au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mais la surveillance nutritionnelle reste de mise»

La production céréalière brute de la campagne 2012/2013 au Sahel et en Afrique de l'Ouest révisée en mars 2013 est estimée à 54,6 millions de tonnes. Elle est en hausse respectivement de 16% par rapport à 2011/2012 et de 1% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Tous les pays ont connu un accroissement de la production par rapport à la moyenne à l'exception du Nigéria (-8%). Le maïs avec 17,6 millions de tonnes est en progression de 30% par rapport à la moyenne quinquennale. La filière maïs s'affirme de plus en plus comme une filière marchande dans l'espace ouest africain.

Au Sahel, cette production céréalière est de 22,5 millions de tonnes. Elle est en hausse de 37% par rapport à la dernière campagne agricole et de 34% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le Niger, le Burkina Faso et le Tchad dégagent des excédents céréaliers contrairement à l'année dernière. Le Sénégal et la Mauritanie enregistrent une forte hausse de productions céréalières (50%) par rapport à l'année dernière. Cependant, les stocks publics et privés ne sont pas reconstitués à leur niveau optimal en raison de leur épuisement en 2012, du manque de financement et du lancement encore timide des appels d'offre des offices dans les pays.

La production régionale de manioc et d'igname se chiffre à 122,5 millions de tonnes. Elle est en baisse de 7% par rapport à l'année dernière en raison des pertes subies au Nigéria, mais elle est similaire à la moyenne quinquennale.

La production arachidière (excepté le Mali et le Nigéria) avec 2,9 millions de tonnes est en hausse de 82% par rapport à la moyenne quinquennale. Cette production est tirée par les filières locales de transformation, notamment au Sénégal et au Tchad. La production de niébé est de 4,1 millions de tonnes, en hausse de 5% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Concernant la situation pastorale, on observe globalement une bonne production fourragère et une amélioration de la disponibilité des produits forestiers non ligneux.

Depuis la fin des récoltes, les niveaux d'approvisionnement des marchés se sont améliorés. L'offre a engendré des baisses de prix significatives de septembre-octobre 2012 à janvier 2013. Cependant, les niveaux des prix pratiqués sur les marchés sont restés plus élevés que la moyenne des cinq dernières années. Depuis février 2013, les prix ont amorcé la phase de remontée dans certaines zones de production, notamment au Niger (Maradi et Zinder) et au Nigéria (Kano) où les niveaux des prix du mil se situent entre 30 et 45% au dessus de la moyenne quinquennale. Dans les zones structurellement déficitaires, notamment le nord du Mali, la région Sahel du Burkina Faso et le Nord du Niger, des niveaux élevés de prix allant de 20% à 30% au dessus de la moyenne quinquennale ont été observés. A Gao, le prix du mil en février 2013 se situait à plus de 55% au dessus de la moyenne quinquennale.

Les principaux flux de céréales dans la région se poursuivent normalement excepté au Nord du Mali et au Nord du Nigeria à cause de l'insécurité. Cette insécurité affecte aussi le marché du bétail, notamment du Tchad et du Sud-Est du Niger vers le Nigéria, du Mali vers le Sénégal et la Côte d'Ivoire, ainsi que la transhumance de la Mauritanie vers le Mali.

Les termes de l'échange (bétail/céréale) se sont globalement améliorés, excepté au Nord du Mali et au Centre-Ouest du Tchad. Les termes de l'échange entre les cultures de rente (coton, niébé et arachide) et les céréales sont favorables en ce moment au Burkina Faso, Sénégal, Mali et Niger.

Les troubles sociaux et politiques au Mali et au Nigéria risquent d'engendrer de fortes pressions sur le marché régional et pousser davantage les prix à la hausse. L'accès à l'alimentation des ménages les plus vulnérables dans la région, déjà compromise, risque de s'aggraver à l'entrée de la période de soudure.

La malnutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest reste une question prioritaire et urgente avec des taux très élevés de malnutrition aiguë globale dépassant régulièrement le seuil critique de 15% dans certaines régions du Niger, du Tchad, du Sénégal, de la Mauritanie, de la Guinée et du Nigéria. De même, on observe des taux critiques de malnutrition chronique ($\geq 40\%$) dans certaines régions de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Libéria, de la Sierra Léone, du Burkina Faso et du Tchad. Au regard des informations disponibles, la situation nutritionnelle au Bénin (résultats enquête EDS-MICS 2011/2012) mérite une analyse approfondie. Au rythme d'évolution des taux de malnutrition dans la région, seul le Cap-Vert et le Ghana seront en mesure d'atteindre l'Objectif de réduction de moitié des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale, d'ici 2015 (OMD1). Cette situation exige d'engager des mesures multisectorielles susceptibles d'adresser les causes et les différentes formes de la malnutrition.

Selon les informations fournies par les pays, les populations en insécurité alimentaire sévère estimées à au moins 1,64 millions de personnes, ont besoin d'une assistance immédiate. Par ailleurs, près de 10 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée auront besoin d'appuis divers pour renforcer leurs moyens d'existence. En plus, les populations du Nord du Mali et du Nord du Nigéria requièrent une attention particulière. Les réponses en cours, notamment le renforcement des moyens d'existence des ménages y compris les réfugiés, les déplacés et les populations hôtes, doivent être suffisamment soutenus.

Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé aux Etats de :

- **Renforcer le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle notamment au Nord du Mali, au Nord du Nigéria et dans les pays voisins, ainsi que la bande frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria.**
- **Accélérer la reconstitution des stocks publics et communautaires.**
- **Poursuivre les interventions de renforcement des moyens d'existence des ménages pauvres et très pauvres affectés par la crise alimentaire de 2012, les prix élevés des denrées alimentaires et les inondations.**
- **Renforcer les plans de lutte contre la malnutrition.**
- **Mener une analyse approfondie multisectorielle sur la situation préoccupante de la malnutrition aiguë et chronique.**
- **Prendre des mesures susceptibles de renforcer la résilience des populations vulnérables.**

Fait à Dakar, le 14 mars 2013

La Rencontre